

collectif
pour le libre

choix

Assemblée générale
annuelle 2023



« Je sais pas comment on se souviendra
de ces nuits-là, de toutes ces femmes. »

Clandestines
Marie-Ève Milot et Marie-Claude St-Laurent



Crédit photo
Valérie Remise

Table des matières

Avis de convocation.....	page 4
Ordre du jour.....	page 5
Procès-verbal de l'AGA du 28 novembre 2022	page 6
Présentation du <i>Collectif</i>	page 10
Introduction.....	page 12
Bilan des activités 2022-2023	page 14
Plan d'action 2023-2024.....	page 36
Prévisions budgétaires	page 37
Lexique	page 38

Avis de convocation

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

1 NOVEMBRE
18H

ACCUEIL DÈS 17H30
187 RUE LAURIER
SALLE ALPHONSE

collectif
pour le libre
choix 

Ordre du jour
Assemblée générale annuelle
1er novembre 2023
18 h 00

1. Accueil

- 1.1 Mot de bienvenue
- 1.2 Vérification du quorum
- 1.3 Nomination à l'animation et au secrétariat
- 1.4 Lecture et adoption de l'ordre du jour
- 1.5 Tour de table

2. Procès-verbal

- 2.1 Lecture, adoption et suivi du procès-verbal de l'AGA du 28 novembre 2022

3. Bilan des activités 2022-2023

4. Plan d'actions 2023-2024

Pause

5. Finances

- 5.1 États financiers 2022-2023
- 5.2 Prévisions budgétaires 2023-2024
- 5.3 Nomination d'une firme comptable

6. Formation des comités

- 6.1 Nomination d'une présidente et d'une secrétaire d'élections
- 6.2 Élection du Comité de coordination
- 6.3 Composition du comité Réseaux sociaux
- 6.4 Composition du comité Bulletin l'Informatif

7. Questions & Informations diverses

8. Évaluation de la rencontre

9. Levée de l'assemblée

Procès-Verbal NON ADOPTÉ

Assemblée générale annuelle

Tenue le 28 novembre 2022

Salle Alphonse-Desjardins

187 rue Laurier, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

18 h 15 à 21 h 10

Présences

Johanne Bilodeau (présentiel)	Sandie Blanchette (virtuel)
Manon Brunelle (présentiel)	Handi-Capable / Raymond Cyr (présentiel)
Adjany Oliva (présentiel)	Sylvie Godbout (virtuel)
Sarah Dostie (présentiel)	SOS Grossesse Estrie / Paskale Hamel (virtuel)
Ginette Sirois (présentiel)	Iris Girard (virtuel)
Émilie Théroux (virtuel)	Nellie Quane-Arsenault (présentiel)
Marilou Lépine-Gougeon (présentiel)	Laurie Allard (présentiel)
Marie-Mychèle Pratte (Présentiel)	

Invitée

Véronique Pronovost

1. Accueil

Ouverture de l'assemblée à 18h15.

Une minuterie visible à l'écran est mise en fonction.

1.1 Mot de bienvenue

Adjany Oliva adresse un mot de bienvenue.

1.2 Vérification du quorum

Le quorum est constaté.

1.3 Nomination à l'animation et au secrétariat

Il est dûment proposé que Laurie Allard assume l'animation et que Marie-Mychèle Pratte assume le secrétariat. Adopté à l'unanimité.

1.4 Lecture et adoption de l'ordre du jour

Il est dûment proposé d'adopter l'ordre du jour en présentant l'article 3 « Présentation et prise de position : Les mouvements anti-choix—quelles stratégie adopter ? » avant le point 2 « Procès-verbal ». Adopté à l'unanimité

1.5 Tour de table

Chaque personne se présente ainsi que sa motivation qui la lie à l'organisme.

2. Procès-verbal

2.1 Lecture, adoption et suivi du procès-verbal de l'AGA du 25 novembre 2021

Il est proposé par Sarah Dostie et appuyé par Cynthia Carrier d'adopter le procès-verbal du 25 novembre 2021 tel que présenté. Adopté à l'unanimité.

3. Présentation et prise de position : Les mouvements anti-choix—quelle stratégie adopter ?

Présentation par Véronique Pronovost sur le processus de prise de décision stratégique par rapport aux mouvements anti-choix.

Quelques questions et commentaires sont échangés.

Il est proposé par Manon Brunelle et appuyé par Émilie Thérooux que le Collectif prenne position sur la possibilité d'intervenir ou non face à chaque événement ou mobilisation des mouvements anti-choix en fonction des ressources disponibles ainsi que des coûts et bénéfiques. Il est également proposé qu'un certain travail de réflexion pour anticiper les stratégies des mouvements anti-choix soit fait. Adopté à l'unanimité.

4. Bilan des activités 2021-2022

Le bilan des activités 2021-2022 est présenté et expliqué par Johanne Bilodeau et Adjany Oliva.

Quelques questions et commentaires sont échangés

Il est proposé par Nellie Quane-Arsenault et appuyé par Sarah Dostie d'accepter le dépôt du bilan 2021-2022 tel que présenté. Adopté à l'unanimité

5. Plan d'action 2022-2023

Le plan d'action 2022-2023 est présenté et expliqué par Johanne Bilodeau.

Il est proposé par Manon Brunelle et appuyé par Cynthia Carrier de retirer dans les lieux de représentation le Conseil Administration de la FQPN puisque le Collectif n'en fera pas parti avant l'automne 2023. Adopté à l'unanimité

Il est proposé par Nellie Quane-Arsenault et appuyé par Sarah Dostie d'accepter le dépôt du plan d'actions 2022-2023 tel que modifié. Adopté à l'unanimité.

6. Finances

6.1 États financiers 2021-2022

Les états financiers préparés par Sylvie Tremblay de la firme comptable *Comptabilité S.T.* et André Tremblay, CPA, auditeur, CA de la firme comptable *Les Services Financiers Gestrix Inc* ayant soumis le rapport de mission d'examen sont présentés par Johanne Bilodeau.

Il est proposé par Cynthia Carrier et appuyé par Ginette Sirois d'accepter les états financiers préparés par Comptabilité S.T. et la mission d'examen pour l'année se terminant le 31 août 2022 préparés par Les Services Financiers Gestrix Inc. tel que déposés. Adopté à l'unanimité.

6.2 Prévisions budgétaires 2022-2023

Les prévisions budgétaires sont présentées par Johanne Bilodeau.

Il est proposé par Sarah Dostie et appuyé par Cynthia Carrier d'accepter le dépôt des prévisions budgétaires 2022-2023, tel que présentées, et de permettre au Comité de coordination de l'ajuster en cours d'année. Adopté à l'unanimité.

6.3 Nomination d'une firme comptable

Il est proposé par Marilou Lépine Gougeon et appuyé par Sarah Dostie de poursuivre un autre mandat avec la firme Comptabilité S.T., en matière de vérification externe et Les Services Financiers Gestrix Inc. en matière de mission d'examen et de permettre au Comité de coordination d'avoir recours à une autre firme qui offrirait les mêmes services à meilleurs prix, si le besoin se présentait. Adopté à l'unanimité.

7. Formation des comités

7.1 Nomination d'une présidente et d'une secrétaire d'élections

Il est dûment proposé et appuyé que Nellie Quane-Arsenault assume la présidence et que Marie-Mychèle Pratte assume le secrétariat. Adopté à l'unanimité.

7.2 Élections du Comité de coordination

Cynthia Carrier	propose	Sarah Dostie	Accepte (2 ans = fin 31 août 2024)
Marilou Lépine Gougeon	propose	Laurie Allard	Accepte (2 ans = fin 31 août 2024)

Aucune autre mise en candidature. Sarah Dostie et Laurie Allard sont élues par acclamation.

Sur recommandation du Comité de coordination de l'année 2021-2022, il est dûment résolu que Johanne Bilodeau soit la représentante d'équipe de travail et siège au Comité de coordination pour l'année 2022-2023. Adopté à l'unanimité.

Le Comité de coordination est complet et composé de Cynthia Carrier (2023), Iris Girard (2023), Sarah Dostie (2024), Laurie Allard (2024) et Johanne Bilodeau (équipe de travail 2022-2023). Félicitations à toutes.

Merci à Ginette Sirois qui a consacré 6 années de militantisme au sein du CoCo.

7.3 Comité Réseaux sociaux

Émilie Thérout et Adjany Oliva forment le comité et sont administratrices des réseaux sociaux du Collectif. La possibilité d'ouvrir un compte Tik Tok sera évaluée par le comité.

7.4 Comité Bulletin L'Informative

La production du bulletin sera coordonnée par l'équipe de travail avec la participation de membres selon le temps disponible de chacune.

8. Affaires diverses

♀ Question et discussion sur l'état de l'accès à l'avortement dans les autres provinces canadiennes.

9. Évaluation de la rencontre

♀ Remerciements à Laurie pour l'animation ;

♀ La présentation en début d'AGA a été très informative et appréciée ;

♀ Le repas offert a été énormément apprécié : Merci à Adjany Oliva ;

♀ La formule hybride n'est pas optimale, mais la participation de toutes a permis que cette assemblée soit la plus interactive possible, autant pour les personnes en présentiel qu'en virtuel ;

- ♀ Merci à Johanne Bilodeau, Émilie Thérooux et Adjany Oliva pour la préparation de la rencontre.
- ♀ Merci à Marie-Mychèle Pratte pour la prise de note et sa disponibilité et son support à la technique.

Dans le monde, 9 femmes meurent chaque minute des suites d'un avortement clandestin. Depuis le début de la rencontre, qui a durée 171 minutes, 19 femmes sont décédées des complications d'avortements clandestins.

Silence troublant

10. Levée de la rencontre

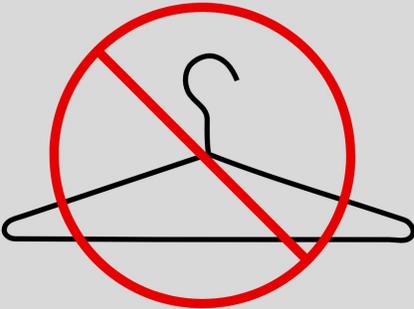
L'ordre du jour étant épuisé, la levée de l'assemblée est dûment proposée à 21h07. Adopté à l'unanimité.

Marie-Mychèle Pratte,
Secrétaire de l'assemblée

Administratrice



Le libre choix en matière de grossesse imprévue, c'est choisir la santé des femmes



Chaque année dans le monde, 45 000 femmes décèdent des suites d'une IVG non médicalisée

819 562-7338
www.libre-choix.ca
collectiflibrechoix@gmail.com

collectif
pour le libre
choix

Présentation du *Collectif*

Mission du Collectif pour le libre choix

Défendre et promouvoir le droit inaliénable des femmes à disposer de leur corps, d'avoir ou non des enfants, d'en déterminer le nombre et le moment, de mettre à leur disposition les moyens efficaces, sécuritaires et adéquats.

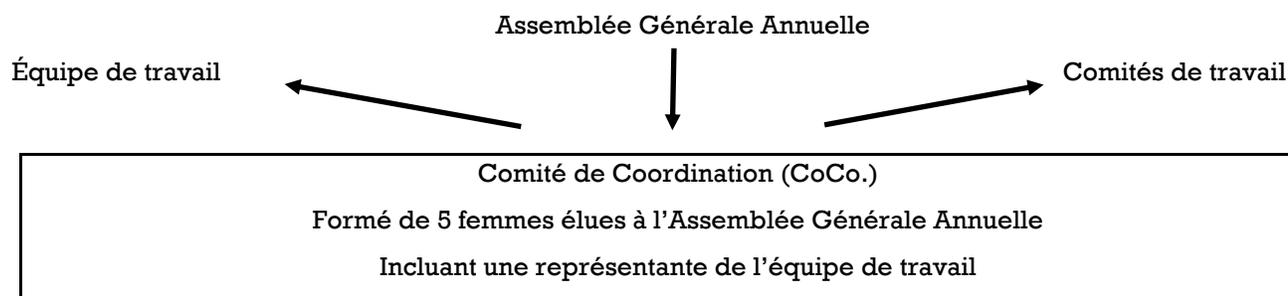
Objectifs

- ♀ Travailler pour l'existence de services complets et de qualité, accessibles et gratuits en contraception, avortement, planning et sexualité.
- ♀ Informer, sensibiliser et conscientiser la population en priorisant les approches d'éducation populaire autonome et l'intervention féministe sur le respect du choix libre et éclairé des femmes concernant la contraception, l'avortement, le planning et la sexualité.
- ♀ Promouvoir et travailler pour la prise en charge et l'autonomie des femmes au niveau de leur santé sexuelle.
- ♀ Représenter les intérêts des femmes auprès des différentes instances locales, régionales et nationales.
- ♀ Regrouper des femmes et des groupes qui partagent les objectifs mentionnés ci-dessus en vue d'actions et de prises de positions collectives, ceci en vue d'une meilleure qualité de vie.

Membership

Le Collectif pour le libre choix comptait 39 membres pour l'année 2022-2023. L'organisme est constamment en campagne d'adhésion. Des membres du *Collectif* s'impliquent activement au sein des activités de l'organisme et en appui à la mission de d'autres groupes alliés et partenaires. Le *Collectif* peut donc compter sur des militant·es convaincu·es et assidu·es.

Organigramme



Remerciements

Nous remercions le *Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)* qui offre son soutien financier à la mission du *Collectif*, sans qui la réalisation de nos activités ne pourrait se faire. Le financement à la mission reste l'enjeu principal de notre survie et de notre développement.

Nous remercions également la succession Linda Laramée qui a légué une somme d'argent non négligeable permettant d'améliorer les conditions de travail des intervenantes du *Collectif*. Cette combattante avait pour seul désir de permettre aux femmes d'être libres.

Nous désirons remercier chaleureusement et souligner l'apport de nos militant·es. Le travail qu'a accompli le *Collectif pour le libre choix* ne serait pas possible sans l'implication de nos 18 militant·es assidu·es et nos 39 membres qui s'unissent dans une vision commune de partage où chaque action fait briller la suivante. Ces personnes dévouées luttent et croient en la cause des femmes de choisir d'interrompre ou de poursuivre une grossesse et à la justice reproductive. Sans égard du temps alloué, ces militant·es ont consacré près de 500 heures, pour faire rayonner l'organisme en visant la transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu et l'amélioration des conditions de vie.



**Secrétariat à l'action
communautaire
autonome
et aux initiatives
sociales**

Québec 

Introduction

Nous sommes en mesure de constater que les droits reproductifs sont constamment menacés d'année en année. Un droit qui touche principalement les femmes. De nombreux états des États-Unis ont grandement restreint ce droit acquis il y a 50 ans et le Canada résiste. Les groupes conservateurs des 2 pays ne font pas relâche et le mouvement anti-choix est de plus en plus visible. Ils ont réussi à limiter l'accès aux États-Unis et essayent encore et encore au Canada.

Le plus récent effort a été présenté par Cathay Wagantall, députée du Parti conservateur en Saskatchewan qui a déposé encore un autre projet de loi d'initiative parlementaire, le C-311, *Loi sur les violences contre les femmes enceintes*. À première vue, ce projet de loi semble innocent, plein de bonne volonté. Cependant, notre système judiciaire offre déjà suffisamment de marge pour appliquer des accusations et des peines plus sévères aux assaillants de femmes enceinte. De plus, l'expression, « causant un préjudice physique ou émotionnel » à une femme enceinte, pourrait facilement être interprétée pour accorder une personnalité juridique au fœtus et faire de l'avortement un acte criminel. Ce projet de loi a été rejeté en deuxième lecture. Nous préférons d'autres solutions plus efficaces qu'un projet de loi du genre aux problèmes de la violence contre les femmes enceinte. Des programmes plus complets d'intervention face à la violence domestique, à la promotion de l'égalité des genres, la lutte au racisme systémique, lutte à la pauvreté ainsi qu'une application équitable des lois existantes sont de meilleures solutions.

Par ailleurs, suite à ce vote, nous avons été en mesure de constater que tous les députés du Parti conservateur ont voté en faveur de ce projet de loi, ce qui nous confirme que tous sont anti-choix, même ceux qui se prétendent pro-choix.

« Le droit à l'avortement n'est pas un droit comme les autres : même quand il est acquis, il faut toujours se méfier et le défendre, c'est ce que nous a montré la révocation de l'arrêt Roe c. Wade récemment. Ce droit est souvent et rapidement ciblé. Et c'est toujours une attaque contre les femmes. »

Marie Mathieu

Sociologue et chercheuse associée [Cresppa-CSU](#)

« L'idée des groupes anti-avortement, c'est de morceler tranquillement le droit. Les conditions, c'est comme ça qu'on le fait reculer: en le grugeant petite bouchée par petite bouchée »

Marie-Claude Saint-Laurent

Co-autrice
Clandestines

Lorsque l'arrêt Roe v. Wade a été annulé le 24 juin 2022 aux États-Unis, les femmes ont été confrontées à des obstacles majeurs à leur droit, dont l'accès à l'intervention, les frais de transport, de longs délais d'attente, la peur de poursuites judiciaires et le retour des avortements clandestins. Ne voulant pas vivre ce même revers, le PM Justin Trudeau a eu la brillante idée de protéger les droits des canadiennes. Avec des partenaires et alliés, nous avons joué un rôle crucial en plaidant auprès de celui-ci pour le convaincre de ne pas introduire de législation potentiellement néfaste au droit à l'avortement au pays. Nous avons plaidé de se concentrer plutôt sur la protection de l'accès à l'avortement et son expansion en tant que droit humain et service de santé essentiel. La manœuvre a été bien accueillie et il n'a pas été difficile de faire comprendre que la Cour suprême a déjà tranché à plusieurs reprises.

Durant cette période de bouleversement, nous avons été touché-es de voir se raviver la flamme de l'engagement citoyen se lever et défendre l'accès à l'avortement au Canada. Nous avons vu une nouvelle vague de supporteur-trices vouloir s'opposer aux vigiles anti-choix organisées à Sherbrooke, se joindre aux manifestations et défendre l'accès égal à la santé et aux droits reproductifs au Québec et ailleurs.

Bien qu'on ne fasse pas face à une crise juridique comme aux États-Unis, des barrières existent même au Québec et ailleurs au Canada. Au Canada, le droit est protégé par la Cour suprême depuis le 28 janvier 1988 par l'arrêt Morgentaler, puis par un second jugement de la Cour suprême le 8 août 1989 dans la bataille Tremblay c. Daigle et par 3 autres jugements ailleurs au Canada. Par contre, l'enjeu de l'accès est l'une des barrières depuis longtemps remis en question. Cet obstacle a un impact disproportionné sur les femmes et les personnes à la croisée des oppressions dans chacune des provinces. Et c'est là que notre bataille se situe principalement. Les États-Unis utilisent des lois alors qu'ici nous avons d'autres types de barrières, administratives ou autres, pour en arriver au même résultat : limiter l'accès. Les droits des femmes, quels qu'ils soient, ne sont pas au centre des préoccupations des pouvoirs publics, sauf quand il s'agit de les restreindre.

« lorsque l'avortement est en danger, la santé des femmes l'est aussi »

Inconnu

Dans un élan de compassion, Martine Biron ministre de la condition féminine, veut protéger le droit des Québécoises de choisir l'avortement et a décidé de déposer un projet de loi. À défaut d'un projet de loi, elle veut inscrire le droit à l'avortement dans les valeurs québécoises, en ajoutant ce droit à la Charte des droits et libertés de la personne du Québec. Nous avons eu l'occasion de présenter notre opposition et de lui soumettre plutôt l'idée de faire tomber ces barrières à l'accès aux services essentiels de la santé reproductive et d'offrir la contraception gratuite, comme en Colombie-Britannique. Les provinces ne peuvent pas légiférer sur le Code criminel, mais elles dispensent des services donc peuvent avoir un impact sur la qualité et l'accès aux soins médicaux. La ministre étant en consultation depuis avril 2023 n'écoute et n'entend pas les craintes et les alternatives proposées des spécialistes en la matière, des médecins et infirmières, des groupes de femmes, des féministes ni des juristes, ni même le Barreau du Québec.

Durant l'année, nous avons également été confrontés à aborder le sujet épineux lié à l'avortement avec des personnes qui s'opposent à ce choix. Les travailleuses et militant-es du *Collectif* n'évitent pas les tabous. Au lieu d'imposer leurs idées, elles se forcent à analyser, à tendre l'oreille et à avoir une écoute active. L'écoute est un outil puissant pour entrer en contact et créer des liens. Elles cherchent à partager l'opinion sans vouloir convaincre lorsqu'elles sont en discussion avec quelqu'un qui a une opinion inverse à la leur. C'est parfois difficile car elles souhaitent tellement que l'autre pense comme soi. C'est un travail à l'acceptation de la différence.

« Quand la grossesse n'est pas désirée, les femmes utilisent moins les soins périnataux, ce qui est dangereux pour elles et pour leur bébé »

Audrey Gonin

professeure en travail social à l'UQAM

Le Comité de coordination 2022-2023

L'Équipe de travail

« Le combat ne sera jamais réglé, il faut demeurer alerte »

Dr Jean Guimond, médecin,

Bilan des activités - 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023

Objectif 1 : Lutte, revendications, mobilisation et prise en charge

Défendre et promouvoir l'existence de services complets et de qualité, accessibles et gratuits en contraception, avortement, planning et sexualité.

Promouvoir et travailler pour la prise en charge et l'autonomie des femmes au niveau de leur santé sexuelle.

Conférence - Le mouvement anti-choix : quelle stratégie adopter ?

Pour l'ouverture de notre assemblée générale annuelle, nous avons reçu Véronique Pronovost qui est doctorante en sociologie à l'UQÀM et chercheuse à l'Observatoire sur les États-Unis, Chaire Raoul-Dandurand. Ses recherches portent sur les mouvements anti-choix, entre autres. Elle est venue nous présenter une mini conférence sur les stratégies à adopter face aux groupes anti-choix. Est-ce qu'on organise des manifestations, des contre-manifestations, ou on laisse passer leur présence ? Nous avons pu **discuter, échanger, analyser et prendre position** sur les stratégies, les dangers et les conséquences de chaque décision.



Mouvements anti-choix

Pour une deuxième année une vigile anti-choix **40 jours pour la vie** organisée par **Campagne Québec-Vie** s'est tenue à Sherbrooke. Nous avons mobilisé toutes nos ressources pour « surveiller » si le périmètre de sécurité entourant la Clinique de planning était respecté. Nous avons répondu aux messages d'appui et de solidarité des militant-es qui ont remarqué les personnes en état de prières et de jeûne sur la rue Belvédère Sud. À ceux et celles qui voulaient organiser une contre-manifestation,



nous leur avons transmis notre **analyse** et expliqué qu'il est préférable de les [personnes de la vigile] ignorer et ne pas contre-manifester pour protéger

l'anonymat des personnes qui consultent à la CPN, mais aussi parce que les médias accordent plus de visibilité à ce mouvement plutôt qu'à celui pro-choix. D'ailleurs aucune publicité ni visibilité n'a été faite et nous croyons que le mouvement anti-choix n'a pas eu « sa gloire », si c'était l'un de ses objectifs. Par conséquent, le **28 janvier**, jour du **35^e anniversaire de la décriminalisation de l'avortement**, nous avons circulé dans la ville de Sherbrooke pour sensibiliser face aux conséquences des avortements illégaux et clandestins. Nous avons placardé les bornes de paiement à l'UdS et à

l'Université Bishop's, des abribus, des boîtes postales multiples, et bien sûr des poteaux dont ceux à proximité du site de la vigile anti-choix rue Belvédère Sud. À ce jour, encore quelques affiches sont restantes. Nous sommes entièrement satisfaites de notre campagne de visibilité à l'effet que l'avortement sécuritaire et légal sauve des vies.

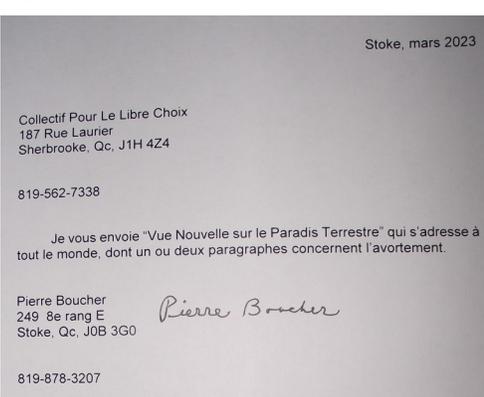
Notre abonnement à l'infolettre du mouvement **anti-choix** Campagne Québec-Vie nous livre beaucoup d'information sur leurs tactiques, leurs jugements et leurs réflexions qui viennent nous indigner. Malgré l'indignation, ces tactiques nous amènent à discuter, analyser et à revoir certaines façons de nous mobiliser que nous partageons avec le Comité de veille stratégique.

Notre abonnement nous a entre autres invité à la prière en prévision d'un meurtre devant être commis sur un bébé encore non-né, qu'ils ont appelé *Le Petit Daniel*. Suite à cette invitation à la prière, nous avons avisé la clinique qui a pu intervenir et protéger les lieux face aux menaces des manifestant-es anti-choix. Il s'agissait donc de la fuite d'une information confidentielle provenant d'une personne issue du personnel soignant de l'hôpital qui devait pratiquer cet avortement tardif.

Le **11 mai**, une travailleuse et une militante ont eu l'occasion de participer à la « **Marche 40 jours pour la Vie** » sur la Colline Parlementaire à Ottawa. Elles ont pu constater l'ampleur de ce rassemblement et entendre les prédicateurs et prêcheurs qui s'adressent à des milliers de personnes. Elles se sont ensuite joint au mouvement pro-choix, qui lui était malheureusement en bien moins grand nombre.



Suite à notre publication sur Facebook de l'invitation à visionner dès le **8 mars** la série « **Désobéir : le choix de Chantale Daigle** » sur l'application Crave, nous avons commencé à recevoir des messages inappropriés et s'opposant à notre mission. Un premier n'étant qu'un simple émoticône en colère à notre publication, mais d'une personne très en vue



dans le milieu anti-choix. Il s'agit d'un individu reconnu pour son appartenance à des groupes catholiques, ayant été président en 2018 de l'Association des parents catholiques du Québec (qui publie *Famille-Québec*) et a été momentanément blogueur dans *Les carnets du parvis* qui est un blogue de Novalis. Un peu plus tard un individu qui n'hésite pas à fournir son nom et toutes ses coordonnées nous a fait parvenir par courrier postal « **Vue Nouvelle sur le Paradis Terrestre** », qui est une propagande anti-choix. Par la suite, notre publication dans **Journal de Rue** numérique a obtenu une

série de réactions haineuses ayant amené à des échanges d'opinions entre lecteurs pro-choix et anti-choix.

Les intervenantes assistées de militantes ont répété leur acte de placardage le 7 août, la veille du **34^e anniversaire** du dénouement de **l'Affaire Chantale Daigle**. Cette action impliquait de démontrer que les intérêts de Chantale Daigle dépassaient ses intérêts individuels. Tout comme le placardage qui affirme l'intérêt général contre des pratiques, des politiques et des lois, a pour objectif de défendre les intérêts d'une société.



Le placardage qui s'est effectué sur les structures publiques bien en vue et très passantes, hors des caméras de surveillance, avait également pour but de sensibiliser la population et la ministre Biron à l'effet que le Québec n'a pas besoin d'une loi pour encadrer la pratique de l'avortement. D'ailleurs, une affiche a été collée à la porte de la salle de conférence de sa consœur Geneviève Hébert députée provinciale de la CAQ dans Saint-François.

Le **Comité de veille stratégique** détient une expertise directe en avortement depuis près de 20 ans. Ces connaissances mises en commun permettent d'élaborer des stratégies et des plateformes de revendications. Le comité s'est réuni à plusieurs reprises et a créé un comité de coordination pour mieux se structurer. Il suit l'actualité afin d'assurer une analyse collective en continu des menaces, des gains et des débats touchant l'avortement. Il poursuit son travail sur différents enjeux, dont la **lutte aux groupes anti-choix**. Dans cet objectif, un sous-comité a été créé pour élaborer et mettre en action la poursuite de la campagne « **Ta raison c'est la bonne** ». Tous les organismes féministes nationaux ont été sollicités et ont reçu leur trousse et les outils pour la mobilisation. Le comité travaille à la rédaction d'un mémoire qui sera acheminé à la ministre Biron.

Accompagnement à l'avortement et à la fausse-couche

Aucun accompagnement en intervention de grossesse ni en fausse couche n'a été sollicité.

Nous sommes répertoriés dans une base de données canadienne des accompagnant-es.

Nous avons reçu plusieurs appels de personnes ayant besoin d'être référées au centre de soins en avortement le plus près de chez elles ou encore pour de l'aide au choix chez SOS Grossesse Estrie, SOS Grossesse à Québec ou Grossesse Secours à Montréal .

Élections provinciales 2022

Nous avons acheminé une lettre aux candidat-es aux élections pour les sensibiliser au libre-choix et démystifier l'avortement tout en précisant que c'est un service de santé essentiel. Nous avons joint une déclaration d'engagement impliquant qu'ils et elles doivent tenir compte de la santé des femmes en assurant une accessibilité universelle des services et s'impliquer dans la gratuité de la contraception. Un candidat du Parti conservateur du Québec a eu l'audace de répondre qu'il ne signait pas parce que l'avortement est un enjeu fédéral et de ne pas confondre son parti avec le Parti conservateur du Canada...comme si on ne le savait pas. Rappelons que le Parti conservateur du Québec a volontairement présenté des candidats ouvertement anti-choix aux élections.

Peu avant les élections provinciales, nous avons participé à un midi discussion par visioconférence organisé par la **Fédération des Femmes du Québec (FFQ)** dans le but de demander un **ministère des Droits des femmes et de l'Égalité**. L'objectif de cette mesure préconisée depuis 2010 par les 19 groupes composant le G13 est de se doter des moyens pour atteindre une réelle égalité entre les femmes et les hommes ainsi qu'entre les femmes elles-mêmes. Cette démarche s'inscrit dans un contexte de constats alarmants relatifs aux conditions de vie des femmes, d'un accroissement des violences genrées et d'un fossé des inégalités.

Rencontres politiques

Dans le cadre d'une **consultation pré budgétaire**, le *Collectif* a été invité à prendre part à une **table ronde** organisée le 25 janvier par le bureau de la **députée libérale fédérale Élisabeth Brière**. Nous avons participé à cet exercice constructif et enrichissant en compagnie d'une trentaine de groupes



diversifiés. Nous avons demandé d'établir une balise qui permettrait de réserver de l'argent à l'accessibilité du service d'avortement lors du transfert des budgets au provincial; avons demandé plus de vigilance et qu'une plus grande recherche soit faite pour éviter que des groupes anti-choix reçoivent de l'argent en biaisant leurs demandes; avons demandé que des fonds soient transférés à la Clinique 554 pour qu'elle puisse rouvrir et reprendre ses opérations auprès de la population marginalisée, étant la seule au Nouveau-Brunswick à offrir des services complets en santé maternelle. Madame Brière a assuré transmettre nos recommandations à la Vice-première ministre Chrystia Freeland.

Le 4 mai, les membres du Comité de veille ont été invités à participer à une rencontre par visioconférence avec la **ministre responsable à la Condition féminine Martine Biron**. Elle a été mandatée par le Secrétariat à la condition féminine pour explorer les meilleures manières de protéger le droit de choisir l'avortement pour les québécoises. Ce mandat s'inscrivant à la suite du renversement de Roe v. Wade aux États-Unis et des conséquences qui ont suivi. À la suite de la prise de position publique, Mme Biron devait rencontrer différents intervenants, médecins, juristes et autres. Elle invitait quelques personnes du comité de veille et demandait de désigner une seule porte-parole. Elle a eu la surprise de rencontrer toutes les membres pour aborder les sujets :

- quelle serait la meilleure manière de nous protéger des reculs éventuels en matière de droit à l'avortement au Québec ?
- Y aurait-il des avantages ou des risques à ce que le gouvernement québécois légifère pour solidifier le droit à l'avortement ?
- Si le droit à l'avortement devait être consacré dans une loi québécoise, quel vocabulaire devrait être mis de l'avant ?

En plus de vouloir rédiger une loi, elle propose d'inclure le droit à l'avortement dans la Charte québécoise. Le Comité de veille s'est réuni pour élaborer des stratégies d'actions car il n'a pas été senti une écoute positive de la part de la ministre lorsqu'on lui a expliqué les enjeux défavorables à une loi et avons plutôt revendiqué la contraception gratuite. Elle n'a d'ailleurs pas été à l'écoute des réponses reçues du Barreau du Québec qui lui recommande de ne pas modifier la Charte ni s'engager dans la rédaction d'une loi. Le *Collectif* a obtenu un avis juridique de Me Robert P. Kouri, B.A., LL.L prof en droit à l'UdS, qui a été partagé avec le comité, qui lui, a aussi partagé des avis reçus d'autres juristes qui ont permis d'élaborer avec justesse nos analyses critiques à transmettre à la Ministre Biron. Un mémoire est en rédaction par le Comité de veille et lui sera déposé. Des publications Facebook et autres outils de sensibilisation sont conçus et publiés à grande échelle.

Le 16 août, la Ministre annonçait vouloir plutôt corriger les lacunes d'accès aux services, tel que demandé unanimement par les groupes rencontrés. Elle n'exclut toutefois pas la possibilité de rédiger une loi. Par conséquent, nous poursuivons notre campagne de lettres amorcée.

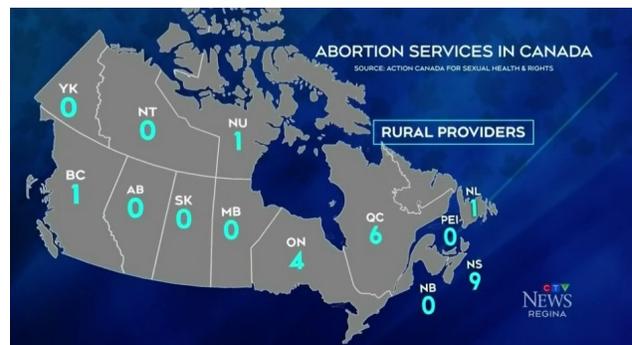
Médecins du monde

Dans la poursuite de la mobilisation débutée en 2022, nous avons été invité à participer au lancement du rapport **Statut d'immigration précaire, santé précaire; ensemble pour la santé de toutes les femmes vivant au Québec**. Depuis plusieurs années, nous joignons notre voix à une soixantaine de partenaires de Médecins du monde afin de permettre aux personnes immigrantes qui n'ont pas de RAMQ de pouvoir disposer de soins en santé sexuelle et reproductive sans conséquences discriminatoires. Nous avons également été informé des avancées ministérielles concernant la mise en œuvre d'un programme de gratuité pour les femmes enceintes sans couverture de santé.

Appuis

♀ Le 20 octobre, nous avons acheminé une lettre au **Ministère de la santé et des services sociaux** (MSSS) pour demander un plus grand soutien financier récurrent pour S.O.S. Grossesse (Québec), S.O.S. Grossesse Estrie et Grossesse-Secours (Montréal) qui sont les 3 seuls véritables organismes ayant pour mission d'offrir de l'aide au choix, d'accueillir, d'accompagner et d'informer les personnes vivant une grossesse imprévue. Ces groupes font partie du **filet de sécurité social** et sont l'une des portes d'entrée vers le système de santé et leur présence est nécessaire à la protection du droit et de l'accès à l'avortement.

♀ Le 19 juin 2023, nous avons co-signé une lettre rédigée par **Action Canada**. Cette lettre a pour but de souligner que le 24 juin cela fera un an que la Cour suprême des États-Unis aura renversé l'arrêt Roe v. Wade mettant fin à 50 ans de protection constitutionnelle de l'avortement dans ce pays. La lettre a pour but d'aider à établir clairement les liens entre les missions et montrer à quel point il est crucial d'investir dans une société civile prospère dans les divers mouvement et organisations féministes.



Collectif pour le Libre Choix
17 août, à 11 h 25 · 🌐

Une loi sur l'avortement? Non, merci.

POLITIQUE

Martine Biron se concentre sur l'accès à l'avortement



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Création collective matériel de mobilisation



Le comité organisateur de la **journée des droits humains** et celui de la semaine du **mouvement de grève** dans nos organismes ont organisé deux après-midi (le 29 novembre et le 13 mars) de réflexion, discussion et de création de matériel de mobilisation. Un moment propice pour mélanger le plaisir de la création collective et discuter de la pertinence de revendiquer un meilleur financement de nos organismes de DCD afin de sortir les groupes de la pauvreté et d'offrir de meilleures conditions de travail à la permanence de ces groupes, de même que valoriser les luttes féministes.

Journée internationale des droits humains (10 décembre)



À l'occasion de la Journée internationale des droits humains, le Collectif et les autres groupes membre du Caucus Estrien, avons organisé une action de



visibilité afin de remettre à l'avant-plan les droits humains. Nous avons suspendu des silhouettes sur lesquelles un droit était inscrit. Les personnes présentes à ce rassemblement au Marché de la Gare étaient invitées à écrire sur une silhouette un droit qui leur est précieux.

Journée de vérité et de réconciliation



C'est en portant le t-shirt orange « chaque enfant compte » que nous avons participé au rassemblement organisé par le groupe **Communauté Autochtone de Sherbrooke 081Kitné**. Ce 30 septembre fut une occasion pour entendre les discours ayant pour but de sensibiliser aux impacts du colonialisme sur les peuples des Premières Nations et pour commémorer les survivant-es des pensionnats autochtones, dont les femmes, les filles et les personnes bi-spirituel·les étaient et sont les premières touchées. Les discours étaient suivis de danses traditionnelles et d'une marche.

Objectif 2 : Information, prévention, sensibilisation et conscientisation

Informé, sensibiliser et conscientiser la population en priorisant les approches féministes et d'éducation populaire autonome sur le respect du choix libre et éclairé des femmes concernant la contraception, l'avortement, le planning et la sexualité.

Tournée d'éducation populaire

Comme à chaque automne, nous avons acheminé dans les écoles secondaires, maisons des jeunes et autres lieux en l'Estrie nos offres **d'atelier d'éducation populaire sur l'avortement et la santé sexuelle**. Seule la **Maison des jeunes de Coaticook** a répondu mais a été obligée d'annuler faute d'intervenante à la période fixée.

Au retour du congé des fêtes, nous avons fait une relance...qui est demeurée sans réponse. Contre toute attente, nous avons été contactés par le **Club Ziléos** de la paroisse de la Nativité de Jésus pour y planifier un atelier le 20 avril. Nous y avons donc rencontré 8 jeunes avec qui nous avons échangé sur les enjeux de l'avortement et la santé sexuelle.

Au printemps, nous avons repris les contacts avec des écoles secondaires pour offrir nos ateliers et distribuer des condoms avant les bals de finissants. Hélas, notre offre est arrivée avec tout juste quelques journées de retard.

Nous avons également offert un atelier à quelques adultes à **La Chaudronnée de l'Estrie** dans le but de faire connaître l'organisme et de démystifier l'avortement. Nous avons eu le plaisir de rencontrer une femme qui a eu recours au comité thérapeutique des années '70 et qui nous a partagé tout le processus de sa pénible expérience. Ce fut une rencontre très intéressante et enrichissante pour notre petite équipe.

Kiosque

Le **17 octobre**, Nour, étudiante en médecine, a vécu une expérience enrichissante en participant à un projet de santé autochtone de Uashat Mak Mani-Utenam, à Sept-Iles. Elle y a rencontré des étudiant·es qui étaient vraiment très intéressé·es par la santé sexuelle. Elle a fait une démonstration de l'utilisation d'un spéculum et des méthodes de contraceptions prêtées par le *Collectif*. Elle a également distribué du matériel du *Collectif*, dont des condoms, des dépliants et autocollants.

Le **24 novembre**, Laurie et Marie-Mychèle ont rencontré les étudiant·es de l'École Montcalm. Elles ont pu leur fournir toute l'information pertinente et non moralisatrice à une saine santé sexuelle et reproductive. Elles ont offert des condoms et d'autres outils à l'ensemble des jeunes qui sont venus visiter notre kiosque. Le **25 avril**, nous retournions à la rencontre des étudiant·es de l'école Montcalm.



Le **22 avril**, nous avons dressé notre kiosque à la mobilisation du **jour de la terre**, ce qui nous a permis de rencontrer une population différente et adulte.

Nous avons été contactés par une agente de la vie associative de la CDC Memphrémagog pour participer à la Journée des Organismes et tenir un kiosque interactif dans un parc de Magog. Pour l'occasion, nous avons élaboré un outil adapté à cet environnement ainsi que des capsules « questions/réponses » pour un rallye auquel les visiteur·es étaient invité·es à participer. Cependant, notre participation a été annulée considérant notre refus de devenir membre de la CDC.

Escouade Caoutchouc



Dès l'automne, nous avons pu reprendre nos tournées dans les universités, cégep et écoles de formations professionnelles. Nous avons visité les bars à différentes fêtes et procédé au remplissage de leurs paniers mensuellement. Nous avons rencontré 12 080 adultes et autant de condoms ont été distribués. Nous avons également pu tenir des rencontres du comité pour planifier toutes ces activités.



L'Inform'Elles

L'infolettre L'Inform'Elles est distribuée à nos membres le premier jour de chaque mois. On y retrouve des articles d'actualité et des liens qui réfèrent à des articles d'information et d'analyse. Nous joignons notre revue de presse, des invitations à participer à des actions et des mobilisation proposées par nos partenaires et invitons à prendre part à des formations ou à postuler à des offres d'emploi.



Site Web



Durant l'année entière, nous avons révisé et analysé la portée des textes et acheminé ceux-ci au concepteur Web. Des photos et des images ont été choisies pour agrémenter les pages du nouveau site. Par la suite, des plans et des visuels nous étaient proposés. Nous n'imaginions pas que ce travail nécessiterait une mise à jour d'aussi grande envergure, autant d'analyse, de réflexion et de révision. Le nouveau site a été mis en ligne le 22 août.

Semaine de la santé sexuelle et génésique

La campagne annuelle vise à rehausser la sensibilisation à la santé sexuelle et génésique et à promouvoir les ressources pour améliorer la santé communautaire au Canada. La campagne se déroulait du 13 au 17 février sous le thème « **Connais les faits !** ». Ce thème parle des difficultés à obtenir de l'information à jour et véridique. Elle oriente vers des liens informatiques qui fournissent l'information exacte, véridique et accessible sur la santé sexuelle dans le but de prendre des décisions éclairées quant à notre corps et notre vie. La campagne oriente vers des baladodiffusions, un webinaire et autres outils web. Pour l'occasion, nous avons tenu un kiosque le 14 février, jour de la Saint-Valentin, à l'École Montcalm où nous avons rencontré 300 étudiant-es et



leur avons remis une pochette contenant différents outils de sensibilisation, dont un condom et bien sûr un chocolat !



Outils de sensibilisation

Un nouvel outil s'inspirant de Téléstrations, le **Téléfun** a été créé pour répondre à un besoin d'interaction chez les jeunes. Le jeu **Serpent & échelle** a été élaboré de 2 façons, soit en jeu de table et en jeu géant, pour offrir une attraction, mais d'abord permettre de démystifier les enjeux liés à une grossesse imprévue et la contraception par le jeu. Le dépliant sur l'avortement a également été mis à jour pour y inclure l'avortement par médicament. En rencontrant les jeunes aux kiosques, nous avons remarqué leur intérêt à recevoir différents objets. Nous avons donc effectué des recherches pour créer des outils de sensibilisation tel que des tatouages temporaires qui ont une grande popularité. Nous avons commandé une vulve & clitoris en silicone afin de démontrer l'anatomie externe des personnes avec cet anatomie car il s'agit d'une question régulièrement posée par les jeunes.



Pochette et Jasette

Une **activité d'assemblage de pochettes-condom** a été organisée et a rejoint une demi-douzaine de personnes qui ont partagé sur leur motivation à prendre part aux activités du *Collectif*. Chaque échange est un constat de la nécessité de poursuivre la prévention des grossesses imprévues et les enjeux auxquels font face les femmes et les personnes enceintes dans la société patriarcale.

Matériel contraceptif

Nous avons fait une mise à jour de notre boîte de démonstration des méthodes contraceptives et avons fait l'acquisition de nouveaux condoms féminins.

Nous avons commandé 6 boîtes de 144 condoms pour l'année 2022-2023 ainsi que 500 cartons promotionnels « condoms gratuits / dépistage facile » que nous distribuons pendant la semaine de la santé sexuelle et génésique.

Nous avons effectué beaucoup de sensibilisation pour encourager les gens à venir chercher des condoms directement à notre local, considérant la diminution de nos activités dans les écoles. Nous avons offert plus de 1000 condoms aux personnes qui ont répondu à nos appels, aux kiosques, aux étudiant-es en soins de la santé du CHUS et à l'occasion d'un rassemblement. Nous laissons toujours des condoms dans les salles de bain du CCLCS afin de maintenir procurent. Nous cherchons toujours de le plus de personnes possible.



Appuis

♀ Le 16 septembre, nous avons participé à une manifestation en appui à l'**Association des locataires de Sherbrooke** pour revendiquer des solutions à la crise du logement. Nous avons pris une cinquantaine de carte-postales que nous avons fait signer par nos membres afin de réclamer une commission d'enquête sur le logement.

♀ Le 23 septembre, en appui au Comité unitaire estrien pour l'environnement (**CUEE**) nous participions à la marche pour la justice climatique et sociale pour faire passer les revendications aux politiciens à quelques jours des élections provinciales.

♀ Le 28 septembre, nous avons appuyé l'importance de maintenir les services d'**IRIS Estrie** en signant une pétition pour que le financement par projet soit reconduit et non supprimé. Avec d'autres manifestant·es, nous avons été à la rencontre de l'attaché politique de la députée **Élisabeth Brière** pour dénoncer la rigidité administrative qui prive cet organisme qui travaille en prévention des surdoses, du VIH et des autres ITSS.

♀ Le 30 septembre, nous avons participé au lancement par l'**Association des locataires de Sherbrooke** d'une série de Bande dessinée afin de sensibiliser les habitants aux défis de la crise du logement.

♀ Le 17 octobre, dans le cadre de la **journée internationale de lutte contre la pauvreté**, « des agents secrets » ont fait la tournée des députés régionaux. Nous avons accompagné ceux-ci au bureau de la députée solidaire **Christine Labrie** pour remettre une enveloppe cachetée « Mission possible » d'éliminer la pauvreté et de réincarner les ambitions qui ont mené à l'instauration de Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

♀ Le 18 octobre, nous allions visiter le Centre des femmes du HSF la Passerelle à Cookshire qui célébrait son 5ième anniversaire de la création de son milieu de vie.

♀ Le 6 décembre, nous avons participé à la vigile en souvenir des victimes de féminicide de l'**école Polytechnique** de Montréal. Le **6 décembre 1989**, 14 femmes ont été assassinées parce qu'elles étaient des femmes et 13 autres personnes ont été blessées il y a 33 ans. Nous avons accepté de répondre aux médias présents et d'exprimer la raison de notre présence.

♀ Le 13 décembre, en appui au **MCCE**, nous avons contribué à décorer un sapin à l'extérieur du Centre Service Canada de Sherbrooke pour dénoncer les lacunes de l'assurance chômage et revendiquer de meilleures régime, juste, universel et non discriminatoire.

♀ Le 23 janvier, nous avons accompagné **Illusion Emploi-Estrie**, qui représentait le Front de défense des non-syndiqués à une rencontre avec le **ministre du Travail Jean Boulet** qui venait d'annoncer une hausse du salaire minimum de 1,00\$ l'heure à compter du 1er mai. Les partisans du salaire minimum à 18\$ l'heure ont fait valoir qu'ils continueront à défendre les plus vulnérables.

♀ Le 16 février, nous avons participé à une manifestation à Québec organisée par l'**Association des locataires de Sherbrooke** pour revendiquer du logement social.

♀ Le 4 avril, nous avons marché en appui à l'Association féministe d'éducation et d'action sociale (**AFEAS**) sous le thème « **Le travail invisible, ça compte** » afin de faire reconnaître le travail non rémunéré et invisible de toutes les femmes.

♀ Le 23 avril, nous participions au rassemblement du **Jour de la Terre** et nous marchions dans les rues de Sherbrooke pour exiger de nos dirigeants une transition juste et inclusive.

♀ Le 24 avril, nous participions à une petite action de sensibilisation et de **solidarité féministe** aux coins des rues King Ouest et Belvédère en ralentissant la circulation aux feux. L'action avait pour but de dénoncer l'impunité des compagnies de textile à l'international et à appuyer l'adoption d'une Loi par le Canada pour rendre les compagnies transnationales imputables en cas de violation des droits humains.

♀ Le 23 mai, nous participions à la marche organisée par le **Collectif pour un Québec sans pauvreté** pour souligner les 20 ans de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

♀ Le 13 mai, nous participions à la manifestation d'accueil de **François Legault** et son équipe présente à Sherbrooke pour le congrès de la CAQ. Quelque 1000 manifestant·es demandaient des actions gouvernementales auxquelles le vice-premier ministre a dit que les revendications étaient raisonnables.

♀ Le 16 mai 2023, nous avons appuyé **l'ACEF Estrie** pour dénoncer les prêts à conditions abusives en nous joignant au rassemblement devant les bureaux d'Easyfinancière, qui est une société de prêt en pleine expansion au Québec.

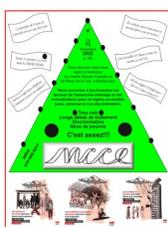
♀ Le 1er juin, nous allions au lancement des capsules vidéos « **Jeunes au travail sans harcèlement discriminatoire** » organisée par **Illusion Emploi**.

♀ Le 12 juin, nous étions présentes à la conférence de presse de la Fédération des communautés culturelles de l'Estrie (**FCCE**), Rencontre interculturelle des familles de l'Estrie (**RIFE**) et l'Union des femmes africaines immigrantes au Canada (**UFIQ**) qui appellent à des mesures d'urgence pour lutter contre les précarités vécues par les femmes immigrantes dans toutes les sphères de leur vie.

♀ Le 14 juin 2023, nous avons appuyé **l'Association des locataires de Sherbrooke** et avons été à la rencontre de la députée QS pour revendiquer une commission d'enquête concernant la crise du logement. Le logement social sauve la vie des femmes et de la population marginalisée issue de la diversité sexuelle et de la pluralité de genres.

♀ Le mardi 15 août 2023, nous avons participé à un rassemblement citoyen pour s'opposer à la démolition de l'ancien restaurant Charlie et la construction d'un immeuble à condo de luxe pour personnes seules. Sous l'invitation du comité citoyen, nous avons auparavant acheminé une lettre au greffe de la ville de Sherbrooke pour manifester notre opposition à ce projet et proposons des alternatives pour l'usage de cet espace.

♀ Nous avons participé à la collecte de données sur la présence des femmes dans les lieux décisionnels et consultatifs au Québec. Une recherche et une analyse effectuée par le **Conseil du statut de la femme** qui a pu faire le point sur la représentation des femmes dans les instances de divers domaines, dont la politique, les affaires, la santé, l'éducation et la culture.



Objectif 3 : Représentation

Représenter les intérêts des femmes auprès de différentes instances locales, régionales et nationales.

Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN)

La FQPN est un regroupement féministe de défense de droits et d'éducation populaire en matière de santé sexuelle et reproductive. La FQPN regroupe des organismes locaux, régionaux et nationaux ainsi que des membres individuel·les. Son mandat est de sensibiliser, d'informer et d'encourager la réflexion critique en santé sexuelle et reproductive et de promouvoir le libre-choix dans une perspective de justice sociale.

L'équipe du Collectif était présente à l'assemblée générale annuelle du 6 octobre 2022 et à celle du 15 juin qui était précédée d'une assemblée générale extraordinaire portant sur la gestation pour autrui.

Une travailleuse est présente au **Conseil d'administration** sur lequel *le Collectif* siège depuis de nombreuses années. Elle s'implique activement au **comité relation de travail**.

Une travailleuse siège au **Comité de veille stratégique** qui regroupe des intervenant·es de la santé dont des médecins et des infirmières, des directrices de cliniques d'avortement et de centre de santé des femmes, des syndicats, des militant·es, etc. Le comité assure une veille et développe des stratégies pour, entre autres contrer les politiques anti-choix, initier des pétitions, des appuis aux cliniques qui sont menacées ou autres stratégies pour maintenir les services d'avortement et en améliorer l'accessibilité.

Une travailleuse siège à la **Coalition pour l'éducation à la sexualité**. La Coalition ÉduSex comprend une centaine d'organisations travaillant en concertation pour revendiquer une éducation à la sexualité positive, inclusive et émancipatrice pour tous les jeunes du Québec. Peu de rencontres se sont tenues puisque le Ministère de l'éducation travaille à l'élaboration d'une nouvelle réforme à laquelle nous souhaitons participer mais sommes mis à part.

Nous avons diffusé « **la menSSSuelle** » afin de maintenir nos membres informé·es sur toutes situations en lien avec l'avortement, les techniques anti-choix et tout ce qui touche la justice reproductive.

Coalition pour le droit à l'avortement au Canada (CDAC)

L'organisme pancanadien pro-choix dont nous sommes membre, en plus de nous fournir une grande quantité d'information sur la situation de l'avortement, les enjeux et les menaces un peu partout au Canada, nous transmet des pétitions et des appuis que nous signons et que nous transmettons à notre tour pour maintenir et améliorer les services d'avortement. Il s'agit d'un grand réseau féministe qui nous permet de mettre en valeur nos analyses pro-choix et anti-choix et de s'adresser aux élus en décrivant qui nous sommes. Ce réseau permet également de connaître des gains, dont celui obligeant les groupes anti-choix de certaines provinces d'apposer une étiquette sur les enveloppes pour informer qu'il s'agit de matériel qui ne doit être vu par des enfants.

Nous avons participé à l'AGA du **13 février 2023**, ce qui nous a permis d'apprendre encore plus sur les enjeux qui unissent tous ces acteurs et actrices de l'ensemble du Canada qui y ont pris la parole.

ConcertAction femme Estrie (CAFE)

CAFE est un réseau féministe régional qui a été créé pour répondre à des besoins de liaison, de concertation et de solidarité. CAFE intervient avec ses groupes membres dans une pluralité de domaines tel que la santé, l'éducation, la lutte contre la pauvreté et la violence, le développement social et l'accès aux instances décisionnelles depuis 1998.

Nous avons participé à l'Assemblée générale annuelle, aux rencontres régionales, webinaires et formations organisées par visioconférence ou en présentiel ainsi qu'à la plupart des activités initiées par la table.

Dans le cadre de l'Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les genres, nous avons participé à la rencontre du 24 mai « **La diversité de la main d'œuvre comme point de mire : de la dotation à l'intégration** ». Cette rencontre nous mettait en action pour solutionner des enjeux de gestion et de diversité dans nos organisations.

Suite au partenariat développé avec des professeures et étudiantes de l'Université de Sherbrooke et de Bishop's, des liens ont été tissés durant les 5 années de recherches. Des conférencières sont venues présenter le bilan de cette recherche et la pratique pour améliorer les conditions de vie des femmes par le partage des savoirs.

Nous recevons l'infolettre périodiquement que nous transférons à nos membres et partenaires afin de les inviter à participer aux rassemblements et aux activités et de leur faire connaître l'actualité des groupes membres de CAFE.

Nous avons participé aux étapes de la formation de gouvernances féministe intersectionnelle ainsi qu'aux rencontres sur la gouvernance féministe.

Nous n'avons pas de représentation au comité Marche mondiale Estrie (MMF-Estrie) mais avons participé aux rassemblements en lien avec ce comité:

- 4 octobre : commémoration des femmes et filles autochtones assassinées et portées disparues
- 6 décembre : commémoration des victimes du massacre de l'École Polytechnique
- 24 avril : commémoration des victimes de l'effondrement d'une usine au Rana-Plaza

Nous siégeons au **Conseil d'administration**, au **Comité féminisme intersectionnel**

Sexplique

Sexplique est un organisme communautaire qui œuvre dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive depuis 1963. Ses grands objectifs sont de sensibiliser, éduquer et informer la population sur la santé sexuelle et reproductive et de soutenir les professionnel·les dont la pratique amène à aborder ces thèmes dans la sphère de leurs activités.

Nous recevons l'infolettre mensuelle qui nous alimente en diverses informations et que nous transférons à nos membres.

Contrairement à nos habitudes, nous n'avons participé au colloque annuel puisque les conférences ne touchaient pas la mission du *Collectif*.

Table ronde des OVEP de l'Estrie (TROVEPE)

La TROVEPE est un regroupement régional d'organismes qui ont choisi l'éducation populaire autonome comme principal moyen pour atteindre leurs objectifs de transformation sociale dans une perspective de justice sociale.

Une travailleuse siège au Comité de coordination et en est la présidente. Elle a été déléguée pour accompagner l'équipe de travail à l'AGA du MÉPACQ. Une autre travailleuse siège au Comité ÉPA. Les travailleuses ont participé à toutes les assemblées du regroupement, aux activités de la vie associative et à la plupart des actions organisées par les groupes membres. Nous avons relayé et incité nos membres et partenaires à participer aux activités, à appuyer les actions et à signer les pétitions .

Regroupement des organismes communautaires en défense collective des droits (RODCD)



Le RODCD est un regroupement national qui représente les quelques 350 organismes communautaires et sans but lucratifs du Québec. Ce regroupement fait entendre notre voix et est un interlocuteur indispensable auprès du SACAIS qui doit mieux soutenir les groupes de DCD. Ceux-ci mènent des luttes collectives pour faire reconnaître les droits démocratiques, économiques, sociaux et culturels, le droit à la justice, à l'égalité, à la santé, à l'éducation, au logement, à un revenu suffisant, à l'alimentation et aussi à la progression de la protection de l'environnement. Sommes-nous sortis des politiques d'austérité ? Le rôle des organismes de défense collective des droits est primordial, mais ils sont toujours sous-financés. Par conséquent, nous avons participé aux ateliers de réflexion, aux marches et rassemblements ainsi qu'aux assemblées générales qui touchaient le financement des groupes de DCD. Le 22 mars nous étions 200 manifestant-es à Québec pour revendiquer l'indexation de notre financement.

Caucus estrien de la défense collective des droits

Nous continuons de nous impliquer toujours aussi activement au sein du Caucus estrien de la défense collective des droits. Cette coalition régionale des groupes de DCD a pour mission de défendre les intérêts et la reconnaissance de l'apport de la défense collective des droits à la société québécoise, de militer pour un meilleur financement et veiller à dénoncer les attaques des droits humains. Le comité s'est rencontré à plusieurs reprises, a organisé quelques activités et mobilisations en plus de permettre l'espace pour l'analyse collective d'enjeux communs. Le comité a également incité les groupes à manifester sa déception face à l'attitude molle et sans mordant du RODCD pour représenter les intérêts des groupes. Cette démarche a obligé une rencontre de mise au point à laquelle toutes les parties se sont exprimées pour enfin aboutir à un résultat très positif.



Engagez-vous pour le communautaire

L'augmentation fulgurante des besoins de la population fait en sorte que les groupes en défense collective des droits sont de plus en plus sollicités, ce qui amène leur appauvrissement. Par conséquent, leurs possibilités d'actions ont été dangereusement réduites.

Malgré la contribution essentielle de l'action communautaire autonome (ACA), le gouvernement s'entête à tenir nos activités pour acquis et à garder les groupes dans la précarité alors que ce même gouvernement les laisse tomber en coupant dans les programmes et les services sociaux.

Nous revendiquons d'ailleurs l'amélioration des conditions de travail de l'ensemble des travailleur-es du milieu communautaire.

Le 29 septembre, nous faisons front commun le temps d'une journée nationale d'action dans les rues de Montréal pour réclamer le financement, l'autonomie et la justice sociale .

Le milieu communautaire s'est également mobilisé dans le cadre d'une grève rotative durant la semaine du 21 au 24 février. *Le Collectif* a fermé ses portes, a participé et invité ses membres aux activités de mobilisation du 23 février. Ce 23 février, journée de la **Justice climatique**, nous marchions dans Sherbrooke pour se rassembler devant l'Hôtel de Ville.



Publications

sur les réseaux sociaux qui ont eu le plus d'impact

Collectif pour le Libre Choix

Il fut un temps au Canada, où l'avortement et la contraception étaient illégaux. Des pratiques dangereuses et des avortements clandestins avaient lieu, mettant en danger la vie des femmes. Aujourd'hui, les femmes et les personnes enceintes peuvent recourir à l'avortement dans des conditions sécuritaires et salubres. Le droit à décider sur notre corps ne doit pas être pris pour acquis, il demeure fragile. À travers le monde, environ 40 000 femmes meurent annuellement des suites d'un avortement clandestin. Ces pratiques anciennes et dangereuses sont encore présentes dans des sociétés où le droit à l'avortement demeure illégal.

Saviez-vous que...

Des bains de moutarde, du persil, des coups au ventre, aiguilles à tricoter, cintres et "potions" étaient utilisés pour mettre fin à des grossesses imprévues ou non désirées.



4

1 nartane

Collectif pour le Libre Choix
le 12 janvier à 11 h 01

Toutes les raisons sont valables. Prend la meilleure décision pour toi! Au Collectif, nous pouvons te référer à la clinique de planning plus près de chez toi. ****Méfiez-vous des centres qui n'ont pas des pratiques pro-choix. #moncorpsmonchoix #vg #librechoix

Grossesse imprévue

Paskale Reynolds Hamel et 2 autres
2 partages

J'aime Commenter Partager

Collectif pour le Libre Choix
11 mai, à 16 h 33

Aujourd'hui a eu lieu la marche pour la vie 2023, en même temps une contre manifestation PRO-CHOIX à la colline parlementaire à Ottawa. Tout a été fait dans le respect et l'harmonie malgré les différences. L'avortement est un soin de santé essentiel et nous soutenons cela. Entre les prières et les discours anti-choix, on entendait haut et fort "my body, my choice".



Vous et 13 autres

1 nartane

CRAVE

SÉRIE ORIGINALE CRAVE
Désobéir : le choix de Chantale Daigle

Le combat qui a marqué l'histoire du droit des femmes au Canada

Nouvel épisode jeudi

Regarder S1 É1 Bande-annonce

En colère
Jean-Léon Laffitte

Vous et 7 autres

Collectif pour le Libre Choix
6 février 2023

Journée internationale des mutilations génitales féminines et sexuelles

En cette journée, nous dénonçons ces pratiques et actes de violence genrée. Les mutilations sexuelles et génitales tels que le repassage des seins ou l'excision sont des pratiques qui visent la suppression de la sexualité féminine et sont un véhicule d'oppression contre les femmes et les jeunes filles qui les subissent.

1

3 partages

J'aime Commenter Partager

Objectif 4 : Formation

Demeurer en quête d'informations et de formations afin d'améliorer les conditions de vie des femmes.

Formation

♀ Le 23 septembre, nous avons participé au colloque organisé par la **Clinique de Planning de Rimouski**. Nous en avons appris sur les nouveautés en matière de contraception et bien plus !

♀ Du 1er au 3 novembre, nous participions aux ateliers et conférences du colloque du **MÉPACQ « Pour en finir avec les inégalités, sortons du capitalisme ! »** qui se tenait à l'Université Laval à Québec.

♀ Le 2 novembre, nous avons visionné le film « **Call Jane** » (Nous sommes Jane) basé sur un réseau d'avortements clandestin à Chicago dans les années '60 jusqu'à la décision Roe v Wade en 1973.

♀ Le 10 novembre, nous assistions à la pièce de théâtre « **Verdict** » qui était présentée au Gésus de Montréal qui présentait en première partie le premier jugement condamnant le Dr Morgentaler.

♀ Le 30 novembre, nous participions au premier webinaire organisé par le **Conseil du statut de la femme « L'hostilité en ligne envers les femmes »** en vue de la campagne des 12 jours d'action contre les violences faites aux femmes.

♀ Le 13 décembre, nous participions au webinaire « **Logement, un levier pour améliorer la santé et le bien-être des femmes en Estrie** » organisé par **CAFE** et le Centre de recherche sociale appliquée (**CRSA**).

♀ Le 25 janvier, nous participions à la formation « **L'histoire du mouvement communautaire** » offerte par le **CFP**, sur les enjeux et les contributions du mouvement communautaire dans les dernières décennies.

♀ Le 26 janvier, nous avons été voir la pièce de théâtre « **Clandestines** » qui nous fait vivre l'histoire d'une médecin et d'une sage-femme qui pratiquent des avortements clandestins et qui sont confrontées par diverses personnes qui tentent de remettre en question le statut de fœtus. La pièce nous permet une analyse politique qui brouille les pistes entre passé et futur proche. Le débat politique est si bien livré qu'à un certain moment, on se demande si nous n'assistons pas à une pièce théâtrale anti-choix et on se demande ce qu'on fait là.

♀ Le 9 février, nous avons participé à un webinaire organisé par **CAFE « Petit cours d'histoire féministe »** présenté par Catherine Dumont-Lévesque.

♀ Le 21 février nous avons visionné le film « **Annie Colère** » qui raconte l'histoire d'une jeune mère de 2 enfants qui se retrouve enceinte en 1974 en France. Alors que l'avortement est encore interdit, elle rencontre un mouvement clandestin qui l'aide et elle se joint au mouvement pour faire adopter une loi autorisant la pratique.

♀ Le 13 avril, nous avons participé au webinaire « **Délivrez-nous de la prison Leclerc** » organisé par **CAFE**.

♀ Le 19 avril, nous assistions à la pièce de théâtre « **Féministe pour homme** ». Un spectacle bourré d'humour, pertinent, émouvant et provocateur sur le féminisme moderne. Un regard sur les hommes et les femmes, les relations de couple, la publicité, la famille, la carrière, la sexualité et bien sûr l'avortement.

♀ Le 30 avril, nous avons participé à la formation organisée par **Illusion Emploi de l'Estrie** qui avait invité Patrick Morin du Comité des travailleurs et travailleuses accidentés de l'Estrie (**CTTAE**) pour présenter les nouvelles exigences en matière de prévention et sécurité au travail.

♀ Le 23 juin, dans le cadre de la tournée nationale du **MÉPACQ**, nous participions à une formation « **40 ans de luttes, qu'ossa donne?** » présentée par Vincent Greason, ancien coordonnateur de la TROVEP Outaouais en collaboration avec Audrey Dahl, professeure à l'UQÀM.

♀ Le 15 juillet, nous avons été visionner **The sound of liberty** qui évoque la traite d'enfants. Le film a été bloqué par des grandes productions comme Disney et bien des cinémas refusent de le diffuser. Comme quoi le sujet soulève des questions sur les motifs d'une entreprise florissante de l'esclavagisme sexuel des enfants.

♀ Le 10 août, nous avons participé au 2ième d'une série de webinaire organisé par **Action Canada** « **Comprehensive sexuality education from a youth perspective : LATAM & CANADA** » (Éducation sexuelle compréhensive—perspective jeunesse)



“ Loi 27 modernisant le régime SST du Québec ”

NOUVELLES MESURES DE PRÉVENTION

”

Obligations des employeurs du nouveau «*Règlement sur les mécanismes de prévention*»

EDUCATION SEXUELLE COMPREHENSIVE - PERSPECTIVE JEUNESSE

COMPREHENSIVE SEXUALITY EDUCATION FROM A YOUTH PERSPECTIVE: LATAM & CANADA

GUARANTEE CSE

- Constant dialogue
- Latin America is super diverse
- Need to keep fighting for CSE as an human right
- protected by the state
- Human sexuality is not a standard experience
- Trainings for adult gate-keepers
- Often, standardized curricula's replicate colonial perspectives
- This allows for uniquely alliances

CHALLENGES 2 CSE

- Reconciling diverse discourses
- Religious beliefs
- Cultural diversity
- Access to technology
- power, inequality and systemic barriers
- digital divide

GOOD PRACTICES

- Remember: It is not the job of adults to mould young people's sexuality
- Youth & adolescents own agency
- Trust young people
- validate youth voices
- support for meaningful youth involvement
- Play young people

OUR SPEAKERS

- PANDY Y RIVELLAS** (CRPAM) - Religion + spirituality can co-exist with reproductive rights
- IVETT AVILA** (EIS) - Digital campaign
- MADINE THORNTON** (sex COORDINATOR) - created a youth-oriented toolkit providing LGBT+ inclusive sex ed

AM RIGHTS FROM THE START

LE LOGEMENT

Un levier pour améliorer la santé et le bien-être des femmes en Estrie

BIENVENUE À TOUSTES!

WEBINAIRE DE LANCEMENT

MARDI 13 DÉCEMBRE 10H À 12H

CRSA

ConcertAction

Des questions? Contactez Shirley Germain (CAFE) à germain@concertactionfemmesestrie.org

Techniques de travail social

Nous avons mis à jour notre offre de stage et avons eu l'opportunité d'accueillir une étudiante en 2^e année de **Techniques de travail social (TTS)** du Cégep de Sherbrooke qui est venue parfaire ses connaissances. Merci Laurie pour ta présence avec nous à l'automne 2022. Accueillir une stagiaire en TTS permet de participer à l'*activité jumelage* et de recevoir des étudiantes en TTS de première année qui viennent rencontrer des groupes communautaires afin de découvrir et s'informer en vue planifier leur stage pour l'année suivante.



Apprentissage par le service dans la communauté (ASC)

Pour une 5^{ième} année, nous sommes partenaires de la **Faculté de Médecine et science de la santé de l'UdS** et nous collaborons au **programme Apprentissage par le service dans la communauté (ASC)**. Cette activité met l'accent sur la responsabilité sociale des futurs médecins leur permettant de développer une sensibilité à percevoir, comprendre et s'impliquent pour améliorer les enjeux de santé dans la communauté. Ils et elles sont invités à réfléchir au lien entre les services rendus, les droits à défendre et leur rôle comme citoyen·ne et futur·e médecin. Nous les soutenons dans leurs travaux. Cette année, Marie-Mychèle nous a soutenu dans nos actions et activités et nous la remercions pour sa disponibilité. Nous avons accueilli Sandro qui ne peut prendre part aux rencontres de CoCo qui sont strictement réservées au genre féminin, mais s'implique en participant activement aux autres activités, dont des rassemblements et manifestations, des marches et des kiosques.



Objectif 5 : Vie interne et associative

Regrouper des femmes et des groupes qui partagent nos objectifs en vue d'actions et de prises en charge collective dans une perspective d'amélioration des conditions de vie des femmes.

Assemblée générale annuelle

Notre assemblée générale annuelle s'est tenue de façon hybride le 28 novembre 2022. Elle a réuni 16 personnes intéressées et motivées . Un sous-verre féministe fabriqué par les usagères du Centre des femmes HSF La Passerelle a été offert à chaque personne présentes.

Comité de Coordination (CoCo)

Le CoCo pour l'année qui se termine le 31 août 2023 était composé de 5 femmes ayant droit de vote, dont une représentante de l'équipe de travail. Le comité a pu se rencontrer à 7 reprises et a eu recours à plusieurs consultations par courriel.

- ♀ Johanne Bilodeau (Équipe de travail)
- ♀ Cynthia Carrier, présidente
- ♀ Iris Girard, administratrice
- ♀ Sarah Dostie, administratrice
- ♀ Laurie Allard, administratrice

L'Équipe de travail 2022-2023

Devant le monument aux Suffragettes, du Jardin du Parlement à Québec.



Johanne Bilodeau

Coordonnatrice à la gestion et à l'administration chemine au Collectif depuis 25ans.



Adjany Oliva

Agente à l'éducation populaire autonome et à la vie associative pour l'année.



Par leur rigueur et leur pertinence, les recherches, les analyses et les interventions publiques du Collectif, soutenues par les vues de sa page Facebook, Instagram, de son infolettre L'Inform'ELLES et du bulletin L'Informatif contribuent à la réflexion collective, et à la mise en œuvre de politiques équitables et égalitaires.

Comité : Bulletin L'Informatif

Mandats : Produire une structure stable au bulletin, développer des sujets d'analyses, instructifs et divertissants, reproduire des lettres d'opinions et lancer des appels à la mobilisation. S'assurer de la qualité du contenu, de la correction, de la mise en page, de la production et de la distribution 4 fois par année.

La production du bulletin est sous la responsabilité de l'équipe de travail, supportée par des militantes.

Comité : Réseaux Sociaux

Mandats : Avoir une plus grande visibilité et une meilleure reconnaissance. Être à l'affût des informations qui circulent dans les réseaux pro-choix et anti-choix. Être plus proche de la population. Reproduire des informations d'actualité et d'analyse concernant les droits des femmes.

Le Comité Réseaux sociaux s'est consulté à plusieurs occasions pour planifier les publications, évaluer les conséquences de celles-ci, et s'assurer de bien répondre, de donner suite ou pas aux commentaires anti-choix.

Centre de documentation

Le *Collectif* dispose d'une impressionnante collection d'ouvrages divers sur tout ce qui touche le féminisme, la contraception, l'éducation à la sexualité et bien entendu l'avortement et le libre choix. Le local est totalement installé pour accueillir quiconque désire consulter nos ouvrages sur la justice reproductive. Un ordinateur est à la disposition des membres.

Revue de presse

En plus de nos archives qui regorgent de documentations et d'articles de journaux de 1984 jusqu'à aujourd'hui, nous assurons une veille médiatique. Toutes nos infolettres comportent une section « revue de presse ».

Plusieurs articles et liens Web sont acheminés à la grande militante **Louise Desmarais** qui les collige puis transfère le dossier de presse aux membres du Comité de veille.

Ressources / visibilité

Nous maintenons à jour les informations de l'organisme qui sont répertoriées dans l'ensemble des établissements du Québec pour répondre aux besoins d'opération des intervenant-es de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS) qui donnent nos coordonnées et informations au public qui contacte notamment Info-Santé et Info-Social.

Nous sommes affiché dans le répertoire en ligne du site du Conseil du statut de la femme (CSF) afin de répondre aux demandes des personnes ayant besoin d'un service offert au *Collectif*, ainsi que sur le Site web des regroupements où nous sommes membre.

Catégories :
Communautaire
Femmes
vol. 21, no 3



L'avortement est un soin de santé

2 juin 2023 | Par [Collectif pour un libre Choix](#) | Communautaire, Femmes, vol. 21, no 3

Interdire l'avortement menace la santé des femmes, car il s'agit d'un soin de santé. La femme qui ne désire pas une grossesse ne se tournera pas vers les soins périnataux, ce qui est dangereux pour sa santé et celle du bébé. Une grossesse non désirée a des répercussions sociales et économiques à court, moyen et long terme.

En plus d'avoir des conséquences économiques, une grossesse non voulue augmente les risques de dépression, d'anxiété et diminue le bien-être psychologique. L'impossibilité de se faire avorter en cas de viol ou d'inceste est vécue comme une double peine par la victime qui met encore plus de temps à se reconstruire. C'est une situation de mal-être qui perdure, et ce, même après la naissance de l'enfant.

Les centres anti-choix

Dans les pays où l'avortement est légal et décriminalisé, même au Canada et au Québec, on trouve des centres anti-choix s'identifiant comme centres d'aide à la grossesse. Cependant, leur position n'est pas clairement définie et demeure ambiguë. Ils proposent de donner des conseils dans le cas d'une grossesse non désirée ou imprévue ou même de l'aide au choix. En réalité, ils suggèrent plutôt de poursuivre la grossesse en inventant des conséquences à l'avortement. Ils inventent de fausses répercussions, comme une augmentation du risque de cancer du sein, le risque d'infertilité, l'affectation de la santé mentale et la dépression, et bien sûr la culpabilité et le regret assurés. Ils peuvent même aller jusqu'à fournir les premiers langes. Mais après? On note une glorification de la maternité par les mouvements antiavortements qui n'hésitent pas à user de désinformation et de culpabilisation pour dissuader les femmes à interrompre leur grossesse.

Ces tactiques constituent une restriction à la liberté, à décider par et pour soi-même de mener à terme ou non une grossesse. Le droit à l'avortement est souvent et rapidement ciblé et doit toujours être défendu même lorsqu'il est acquis. C'est toujours une attaque contre les femmes.



Partagez



Centre Coopératif des Locaux Communautaires de Sherbrooke (CCLCS)

Le *Collectif* occupe un local dans l'immeuble coopératif qui regroupe 15 autres organismes, syndicats, cabinet d'avocates en droit à l'immigration et travailleuses autonomes.

Comme toute coopérative, chaque groupe s'acquitte d'une tâche. Le *Collectif* est répondant auprès de la Centrale d'alarme et a été mobilisé à plusieurs reprises pour répondre à des appels. Nous siégeons également au Conseil d'administration en assumant la présidence.

Nous avons participé à toutes les activités organisées par le comité vie associative. On songe à une petite célébration de la rentrée, un souper de Noël, l'occasion de souligner le départ à la retraite de la coordonnatrice d'un organisme, etc.

Plan d'action - 2023-2024

Volets	Objectifs	Perspectives et priorités
Luttes, revendications, mobilisation et prise en charge	<p>Défendre et promouvoir l'existence de services complets et de qualité, accessible et gratuits en contraception, avortement, planning et sexualité.</p> <p>Promouvoir et travailler pour la prise en charge de l'autonomie des femmes au niveau de leur santé sexuelle.</p>	<p>♀ Demeurer à l'affut des stratégies des groupes anti-choix et intervenir s'il y a lieu ;</p> <p>♀ Organiser des rencontres de sensibilisation sur la contraception, l'avortement, le planning et l'autonomie corporelle au niveau de la santé sexuelle et reproductive ;</p> <p>♀ Créer des liens et veiller à une meilleure justice reproductive en santé sexuelle auprès des femmes et des personnes de la diversité de genre ;</p> <p>♀ Mobiliser la population sur des enjeux de justice reproductive;</p> <p>♀ Revendiquer l'accès aux soins en santé sexuelle pour toutes les personnes, notamment les personnes sans accès à la RAMQ.</p>
Information, prévention, sensibilisation et conscientisation	<p>Informer, sensibiliser et conscientiser la population en priorisant les approches féministes d'éducation populaire autonome sur le respect du choix libre et éclairé des femmes concernant la contraception, l'avortement, le planning et la sexualité.</p>	<p>♀ Organiser des activités d'éducation populaire autonome sur le libre choix et la démythification de l'avortement ;</p> <p>♀ Sensibiliser la population sur les méthodes et stratégies utilisées par les groupes anti-choix ;</p> <p>♀ Créer des ateliers et des outils visant à sensibiliser sur les stratégies anti-choix et favoriser la réflexion critique face à une saine santé sexuelle et reproductive ;</p> <p>♀ Produire le bulletin L'Informatif, diffuser l'infolettre et alimenter le site Web et les réseaux sociaux.</p>
Représentation	<p>Représenter les intérêts des femmes auprès de différentes instances locales, régionales et nationales.</p>	<p>Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN)</p> <p>♀ Comité de veille stratégique ;</p> <p>♀ Coalition pour l'éducation à la sexualité.</p> <p>ConcertAction femme Estrie (CAFE)</p> <p>♀ Conseil d'administration.</p> <p>Table ronde des organismes volontaires en éducation populaire de l'Estrie (TROVEPE)</p> <p>♀ Comité de coordination ;</p> <p>♀ Comité éducation populaire autonome (ÉPA).</p> <p>Regroupement des organismes communautaire en défense collective des droits (RODCD)</p> <p>♀ Caucus estrien de la défense collective des droits.</p>
Formation	<p>Demeurer en quête d'information et de formation afin d'améliorer les conditions de vie des femmes.</p>	<p>♀ Participer aux ateliers, formations ou conférences pertinentes, notamment sur la situation de l'avortement, la justice reproductive, l'ÉPA et le féminisme ;</p> <p>♀ Se former et s'informer sur les stratégies et les groupes anti-choix.</p>
Vie interne et associative	<p>Regrouper des femmes et des groupes qui partagent les objectifs en vue d'actions et de prises en charge collectives dans une perspective d'amélioration des conditions de vie des femmes.</p>	<p>♀ Assemblée générale annuelle ;</p> <p>♀ Comité de coordination ;</p> <p>♀ Comité conte de Noël ;</p> <p>♀ 35^e du Collectif en 2024 ;</p> <p>♀ Recruter et renouveler une relève au sein du membership ;</p> <p>♀ Centre coopératif de locaux communautaires de Sherbrooke (CCLCS).</p>

Prévisions budgétaires		
	Prévisions 2022-2023	Prévisions 2023-2024
Revenus		
Subvention SACAIS	108 000 \$	110 800 \$
Revenu prêt Desjardins CUEC	0 \$	20 000 \$
Revenus d'activité	0 \$	50 \$
Remboursement de frais de transport	500 \$	500 \$
Stages	250 \$	250 \$
Adhésions	25 \$	25 \$
Dons	50 \$	50 \$
Autres	300 \$	300 \$
Total	109 175 \$	131 975 \$
Dépenses		
Loyer	4 520 \$	4 600 \$
Photocopies	500 \$	500 \$
Postes	100 \$	50 \$
Frais de bureau	1 300 \$	1 500 \$
Documentation	300 \$	300 \$
Frais de télécommunications	7 000 \$	3 500 \$
Assurances	1 600 \$	2 000 \$
Activités	2 500 \$	2 000 \$
Ressourcement		1 000 \$
Frais de formation	1 500 \$	500 \$
Adhésion	650 \$	500 \$
Frais de transport	2 500 \$	2 600 \$
Représentations	1 000 \$	500 \$
Salaire et avantages sociaux	100 359 \$	122 600 \$
Honoraires	1 500 \$	2 000 \$
Frais de gestion / bancaire	100 \$	100 \$
Autres	250 \$	200 \$
Total	126 455 \$	144 450 \$
Surplus ou (déficit)	(- 17 280 \$)	(-12 475 \$)

Lexique

ACA	Action Communautaire Autonome
AGA	Assemblée Générale Annuelle
AGE	Assemblée Générale Extraordinaire
CA	Conseil d'Administration
CAFE	ConcertAction Femmes Estrie
CDAC	Coalition pour le droit à l'avortement au Canada
CCLCS	Centre Coopératif des Locaux Communautaires de Sherbrooke
CoCo	Comité de coordination
COU	Contraception orale d'urgence
CPN	Clinique de Planning, Santé Sexuelle et Planification Familiale
CSF	Conseil du Statut de la Femme
CIUSSS	Centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux de l'Estrie, aussi désignés comme <i>CIUSSSE-CHUS</i> , <i>CIUSSS Estrie-CHUS</i>
DCD	Défense Collective des Droits
ÉPA	Éducation Populaire Autonome
FQPN	Fédération du Québec pour le Planning des Naissances
ITSS	Infections Transmises Sexuellement et par le Sang
IVG	Interruption Volontaire de Grossesse
MÉPACQ	Mouvement d'Éducation Populaire et d'Action Communautaire du Québec
MRC	Municipalité Régionale de Comté
OBNL	Organisme à but non lucratif
PAGAC	Plan d'action gouvernemental en action communautaire
RODCD	Regroupement des organismes communautaires en défense collective des droits
RQ-ACA	Réseau Québécois de l'Action Communautaire Autonome
ROC	Regroupement des Organismes Communautaires (de l'Estrie)
SAC AIS	Secrétariat à l'Action Communautaire Autonome et aux Initiatives Sociales
SPE	Solidarité Populaire Estrie
TACAE	Table d'Action Contre l'Appauvrissement de l'Estrie
TROVEPE	Table Rondes des Organismes Volontaires en Éducation Populaire de l'Estrie
TTS	Techniques de travail social
UdS	Université de Sherbrooke
UQÀM	Université du Québec à Montréal

**N'oubliez jamais qu'il suffira
d'une crise politique,
économique ou religieuse
pour que les droits des femmes
soient remis en question. Ces
droits ne sont jamais acquis.
Vous devrez rester vigilantes
votre vie durant.**

Simone de Beauvoir



***Merci à toutes les personnes qui
s'impliquent de près ou de loin
dans notre mission. C'est grâce à
vous que le Collectif est vivant et
peut se renouveler d'une année à
l'autre.***

